



Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
de la Gironde  
Service des Procédures Environnementales

**AVIS D'ENQUETE PARCELLAIRE**

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

ROUTE DEPARTEMENTALE N°671

Par arrêté du Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, a été prescrite une enquête publique en vue de délimiter les immeubles à acquérir pour permettre la réalisation des travaux de calibrage de la chaussée de la route départementale 671 entre Créon (PR 8+440) et Sauveterre-de-Guyenne (PR 33+297) Section Saint Brice (PR 28+479) à Sauveterre-de-Guyenne (PR 33+117) sur les communes de Saint Brice et Sauveterre-de-Guyenne.

Cette enquête aura lieu **du mercredi 6 janvier 2016 au samedi 23 janvier 2016 inclus**.

M. Alain RIOUFOL, Général 2ème section, est nommé commissaire enquêteur.

En cas d'empêchement de M. Alain RIOUFOL, M. Daniel LECLERC, ingénieur des travaux publics de l'État en retraite, est désigné en qualité de suppléant.

En outre, le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, dans les conditions suivantes :

**à la Mairie de SAUVETERRE-DE-GUYENNE**

- **mercredi 6 janvier 2016 de 9H à 12H**
- **samedi 23 janvier 2016 de 9H à 12H**

**à la Mairie de SAINT BRICE**

- **jeudi 14 janvier 2016 de 14H à 17H**
- **mardi 19 janvier 2016 de 14H à 17H**

Notification de ce dépôt sera faite aux propriétaires concernés sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, par l'expropriant.

Les personnes intéressées pourront pendant la période indiquée ci-dessus prendre connaissance du dossier d'enquête parcellaire dans les mairies précitées et consigner s'il y a lieu leurs observations sur les registres d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Des observations écrites pourront également être adressées aux maires ou au commissaire enquêteur, à la mairie de Sauveterre-de-Guyenne, siège de l'enquête. Ces courriers seront joints aux registres d'enquêtes.

A l'issue de l'enquête, le rapport établi par le Commissaire Enquêteur, sera transmis avec le dossier d'enquête dans un délai de 30 jours à M. le Préfet de la Gironde (Direction Départementale des Territoires et de la

Mer de la Gironde, Service des Procédures Environnementales, Cité administrative, 2 rue Jules Ferry 33090 Bordeaux Cedex).

PUBLICITE COLLECTIVE

En exécution des articles L.311-2 et L.311-3 du code de l'expropriation, le public est informé que :

**"LES PERSONNES INTERESSEES AUTRES QUE LE PROPRIETAIRE, L'USUFRUITIER, LES FERMIERS, LES LOCATAIRES, LES PERSONNES QUI ONT DROIT D'EMPHYTHEOSE D'HABITATION OU D'USAGE ET CELLES QUI PEUVENT RECLAMER DES SERVITUDES, SONT TENUES DE SE FAIRE CONNAITRE A L'EXPROPRIANT DANS UN DELAI D'UN MOIS A DEFAUT DE QUOI, ELLES SERONT, EN VERTU DES DISPOSITIONS FINALES DES ARTICLES PRECITES, DECHUES DE TOUS DROITS A L'INDEMNITE".**